

Au lendemain de la 25ème Journée Mondiale du Refus de la Misère : AU-DELÀ DES CHIFFRES, QUELLE POLITIQUE CONTRE LA PAUVRETÉ ?

Au lendemain de la Journée mondiale du refus de la misère, quatre ans après l'annonce en 2007 par le Président de la République de l'objectif de réduire d'un tiers la pauvreté en cinq ans, le gouvernement a rendu publics les chiffres de la pauvreté du tableau de bord 2011¹.

ATD Quart Monde espère que de tels chiffres, communiqués au Parlement, permettent à tous les acteurs de prendre la mesure de ce qui se joue dans notre pays en matière de pauvreté car ils révèlent des tendances inquiétantes qui vont au-delà de l'impact de la crise.

Ils viennent confirmer une situation que nous constatons sur le terrain depuis quelques années : impossibilité de se loger décemment, accès à l'énergie de plus en plus précaire, augmentation de l'endettement des ménages, difficultés à se nourrir correctement, pas d'amélioration concernant l'échec scolaire, renoncements aux soins de santé de plus en plus fréquents, etc.

Le gouvernement veut rassurer les Français en démontrant que la pauvreté baisse (-5%) grâce à un indicateur qu'ATD Quart Monde et de nombreux observateurs et acteurs contestent : « le taux de pauvreté monétaire ancré dans le temps. » Cet indicateur – inexistant dans les autres pays européens – reflète bien mal la réalité.

Les plus pauvres de plus en plus nombreux

En considérant le taux relatif, donc non artificiellement ancré dans le temps, on constate que les indicateurs de pauvreté sont mauvais : + 1 % pour le taux de pauvreté au seuil de 60% (954 euros), et ce malgré le coup de pouce du RSA activité.

Plus inquiétant, on constate, entre 2007 et 2009, une augmentation du nombre des personnes les plus pauvres : **+ 9 % de personnes ayant un niveau de vie sous le seuil de 40 %** du niveau de vie médian (soit 636 euros par mois pour une personne seule en 2009), soit 3,3 % de la population.

Paupérisation des plus pauvres

Le taux de pauvreté en conditions de vie² qui était en baisse de façon continue de 1997 à 2007, augmente à nouveau depuis 2007, donc avant-même la crise.

« *En 2010, 13,3 % des personnes rencontrent un cumul important de difficultés en conditions de vie. La progression de l'indicateur observée ces dernières années traduit surtout l'augmentation de la part des personnes ayant des ressources insuffisantes* » analyse le rapport du gouvernement.

Le nombre de ménages surendettés a fortement augmenté en 2009 et reste stable en 2010. Un surendettement « domestique » qui s'explique notamment par l'explosion des loyers et la forte hausse des coûts de l'énergie.

¹ Pour mesurer son action, le gouvernement s'appuie sur un outil de suivi de l'évolution de la pauvreté, à la demande d'ATD Quart Monde, de l'ONPES et d'autres associations : le tableau de bord annuel composé d'indicateurs relatifs à onze objectifs thématiques de lutte contre la pauvreté.

² L'indice de la pauvreté dite « en conditions de vie » cherche à identifier les privations, comme par exemple les restrictions de consommation, ou d'autres difficultés rencontrées par les populations dans la vie quotidienne parmi les 27 retenues dans le dispositif Statistiques sur les ressources et les conditions de vie de l'Insee. Un ménage est considéré comme pauvre en conditions de vie s'il subit au moins huit carences. C'est donc le cumul de difficultés qui est significatif de la pauvreté.

Quelle véritable politique globale de lutte contre la pauvreté ?

Avoir créé le RSA ne suffit pas. Son montant a décroché sévèrement par rapport au SMIC : à la création du RMI, celui-ci représentait 50 % du SMIC, le RSA ne représente plus aujourd'hui que 43 % du SMIC. Les chiffres de ce tableau de bord devraient servir d'électrochoc à tous ceux qui n'ont pas encore pris conscience de la gravité de la situation. Derrière, ce sont des vies de personnes, de familles qui sont en jeu.

En matière de logement, le tableau fait apparaître un chiffre qui tendrait à prouver que « quand on veut, on peut ! » 76,6 % des personnes désignées prioritaires par les commissions de médiation DALO et n'ayant pas refusé l'offre sont désormais relogées. Un chiffre qui redonne de l'espoir mais les inégalités territoriales restent fortes, il faut donc poursuivre l'effort par la production de logements à loyer très abordable dans les lieux en tension.

ATD Quart Monde appelle plus que jamais à un sursaut civique pour que nos concitoyens disent qu'il veulent des vraies priorités et que nos responsables politiques l'entendent : une école qui permette la réussite de tous les enfants, l'indexation du RSA sur le SMIC, qui doit être lui-même augmenté, l'accès à un emploi stable associé à une formation dans l'emploi pour tous, jeunes et adultes...

Lorsque les temps sont durs, la société doit se montrer particulièrement vigilante concernant les plus fragiles : elle ne peut pas solliciter de la même manière ceux qui prendraient sur leur superflu et ceux qui devraient prendre sur leur nécessaire déjà insuffisant.

www.atd-quartmonde.fr

CONTACT PRESSE

Typhaine Cornacchiari

01 42 46 01 69 - 06 18 05 29 83

typhaine@atd-quartmonde.org

twitter.com/ATDQM

facebook.com/ATDQM